

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22  
novembre 2008. Deuxième journée  
*Les mouvements de solidarité de la gauche en Belgique et à  
l'échelle internationale*

**« Gauches solidaires » : les comités belges solidaires  
des luttes pour les droits démocratiques à l'Est.**

CHAUVIER, Jean-Marie

2008, 23 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

<[http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre\\_printemps\\_-  
\\_16\\_gauches\\_solidaires\\_les\\_comites\\_belges\\_solidaires\\_des\\_luttes\\_pour\\_les\\_droits\\_democratiques\\_a\\_l\\_est.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_16_gauches_solidaires_les_comites_belges_solidaires_des_luttes_pour_les_droits_democratiques_a_l_est.pdf)>

---

Pour citer cet article :

---

**Référencement** : CHAUVIER, Jean-Marie, « "Gauches solidaires" : les comités belges solidaires des luttes pour les droits démocratiques à l'Est », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Deuxième journée. Les mouvements de solidarité de la gauche en Belgique et à l'échelle internationale*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], < [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre\\_printemps\\_-  
\\_16\\_gauches\\_solidaires\\_les\\_comites\\_belges\\_solidaires\\_des\\_luttes\\_pour\\_les\\_droits\\_democratiques\\_a\\_l\\_est.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_16_gauches_solidaires_les_comites_belges_solidaires_des_luttes_pour_les_droits_democratiques_a_l_est.pdf) >, (date de consultation).

---

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008  
Deuxième journée – Les mouvements de solidarité de la gauche en Belgique  
et à l'échelle internationale

**16.**

**« Gauches solidaires » : les comités belges solidaires des  
luttes pour les droits démocratiques à l'Est<sup>1</sup>**

C'est à l'invitation de mon ami Jiří PELIKÁN, ancien animateur du « Printemps de Prague », que j'ai fondé en 1973 le comité belge « Tchécoslovaquie ». Ce nouvel engagement politique se situait pour moi dans le prolongement de mes choix communistes de jeunesse, de cinq années de vie en URSS, des épreuves de 1968, du mouvement de libération tchécoslovaque et de son extinction forcée. Les militants de la gauche belge qui se joignirent à l'initiative, m'accompagnèrent aussi, avec d'autres, dans la création en 1977 d'un deuxième Comité, dit « du Premier Mai », élargissant le champ d'action et l'assise sociale de cette aventure riche d'initiatives et de réflexions, et aussi d'expériences humaines, de rencontres et d'amitiés. Une étape militante, mais aussi une mémorable tranche de vie !

Qu'est-ce qui a bien pu nous motiver, nous guider dans ces engagements ? Il faudrait sans doute des historiens, des spécialistes de la « micro-politique des groupes », voire des psychanalystes pour répondre exhaustivement à cette question.

Si je m'en tiens à ce que nous avons dit de nous à l'époque, les motivations étaient certes personnelles et diverses, mais il y avait une autodéfinition commune, déclinée dans nos « Appels » fondateurs et dans notre intention déclarée : réagir aux répressions des mouvements démocratiques dans les pays de l'Est, soutenir plus spécialement ceux des dissidents qui nous paraissaient se situer « à gauche », et le faire au nom des idéaux socialistes, ou communistes, que nous estimions bafoués par les régimes de type soviétique, en Europe centrale et orientale<sup>2</sup>.

Il ne s'agissait donc pas de juger globalement ces régimes, de professer à leur sujet l'une ou l'autre théorie – chacun avait sa « religion » en la matière – ni de lancer ou de rallier un quelconque parti ou mouvement politique. Nous entendions simplement défendre les droits des résistants et victimes de l'arbitraire d'État à l'Est, sensibiliser à leur sort et à leurs causes les milieux de gauches occidentaux (y compris et tout spécialement les communistes) dont nous étions partie prenante et qui s'engageaient par ailleurs dans la lutte, chez nous, contre le capitalisme, ses régimes d'oppression et de guerre dans

---

<sup>1</sup> Développement de l'intervention au colloque de novembre 2008. Je remercie pour sa relecture et ses précisions Nadine GOUZÉE-ČERMAK, avec qui j'ai partagé l'expérience du Comité du Premier Mai. Elles m'ont rafraîchi la mémoire, également raffermissée par le plongeon dans nos archives jaunies.

<sup>2</sup> Nous nous étions fixés cette aire géographique comme limite de nos préoccupations, ne nous prononçant donc pas sur ce qui se passait en Asie. « La Chine » ? Nous la laissons de côté.

d'autres parties du monde. C'est du moins comme cela qu'on le pensait, qu'on le disait à l'époque : gardons-nous, une fois encore, des jugements rétrospectifs qui consistent à projeter sur ce passé des années 70-80, ce que nous en pensons avec le recul, les visions du monde qui sont les nôtres après tant de bouleversements...et de retournements ! En ce siècle précédent, le monde était partagé en deux systèmes sociaux, deux blocs, et l'Union Soviétique nous paraissait inébranlable ! Le communisme était encore de ces « forces d'avenir » dont nous tentions de rectifier le tir ou auquel nous opposions « l'Alternative authentiquement socialiste » de nos imaginations.

Nous n'étions cependant pas dans une discussion de café du commerce. Il y avait du concret, de l'urgence ! Cinq cent mille communistes tchécoslovaques fidèles aux idées du Printemps 1968 étaient exclus de leur parti, des procès politiques allaient avoir lieu, des centaines de contestataires soviétiques étaient jetés en prison, dans des camps de travail forcé, des asiles psychiatriques, l'armée aux ordres des dirigeants communistes polonais avait tiré sur les ouvriers lors des grèves de 1970 et ce pays, la Pologne, avait été le théâtre en 1968 d'une vague d'antisémitisme officiel intolérable aux yeux de communistes, de gens de gauche profondément imprégnés d'antiracisme. Voilà ce qui nous faisait bouger ! Nous n'acceptions plus non plus les arguments « de gauche » selon lesquels il fallait éviter de « hurler avec les loups » (de droite) et défendre « inconditionnellement » le dit « camp socialiste ». Une formule résumait à nos yeux cette attitude : « *ce n'est pas le fait de dire les méfaits et les crimes commis au nom du communisme qui déforce le socialisme, mais bien le fait de les approuver ou de les taire* »<sup>3</sup>. Et à ceux qui s'indignaient de nos indignations, j'aimais citer le proverbe chinois : « *Quand on lui montre la lune, l'imbécile regarde le doigt* ».

#### **LE « COMITÉ POUR UNE TCHÉCOSLOVAQUIE LIBRE ET SOCIALISTE » (1973) : ACTIONS ET RÉACTIONS EN SENS DIVERS**

C'est fin 1972 - début 1973, au fil de plusieurs rencontres, notamment au domicile que je partageais avec ma compagne Rosy BLUST, que s'est formé, avec Jiří PELIKÁN un Comité Tchécoslovaquie en Belgique. Jiří PELIKÁN, dirigeant communiste tchécoslovaque exclu du parti par la normalisation et exilé en Italie, animait l'« opposition socialiste tchécoslovaque » regroupée autour du journal *Listy*. Il était en train de mobiliser des forces afin de défendre les citoyens tchécoslovaques victimes des répressions et visés par les nouveaux « procès de Prague »<sup>4</sup>.

Le comité belge prenait place dans un réseau international qui avait ses antennes en France, en Italie, en Grande-Bretagne et, bien sûr, en Tchécoslovaquie et en Pologne.

---

<sup>3</sup> Pour les plus jeunes, il faut peut-être préciser que « socialisme », à l'époque, ne désignait pas seulement les idées des partis socialistes, mais le projet d'une société sans classes auquel adhéraient les communistes et d'autres progressistes et « gauchistes ». Les pays que l'on dit aujourd'hui « communistes » se définissaient eux-mêmes comme « socialistes ».

<sup>4</sup> Référence majeure à ce propos : « *Ici Prague, l'opposition intérieure parle* » documents présentés par Jiří PELIKÁN. Ed. du Seuil, 1973.

Dans chacun de ces pays, des communistes étaient associés à ces initiatives, où se retrouvaient également des socialistes et des trotskistes de diverses tendances<sup>5</sup>.

Un certain « Jacques COURTOIS » (pseudonyme), membre d'« Unir-Débat », courant oppositionnel clandestin au sein du PCF, agissait en tant qu'agent de liaison entre diverses initiatives européennes. En France il était (donc également le comité belge) en contact avec Pierre DAIX, Roger GARAUDY<sup>6</sup> et le Comité du 5 janvier « pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste » qu'animait à Paris Geneviève DEROIN. Les premières réunions et conférences de presse du Comité Tchécoslovaquie se tinrent au siège du Parti Socialiste Belge au boulevard de l'Empereur, avec Paul LEFIN, président des Jeunes Socialistes. Y étaient également associés René MARCHANDISE, président du Mouvement Chrétien pour la Paix, Jean VAN LIERDE, pionnier de l'objection de conscience en Belgique et président du MIR-IRG<sup>7</sup>, Cécile ROLIN, alors membre (non communiste) de l'UBDP<sup>8</sup>, (organisation proche du PCB) Jean COURTIN, militant anarchiste, Christine MICHAUX, sociologue et militante de gauche, Robert VERSTRAETEN, journaliste, Philippe DRYON, étudiant et membre de la LRT<sup>9</sup>.

Parmi les premiers signataires prestigieux de notre Appel, il y eut le ministre d'État socialiste Henri ROLIN et deux figures de proue de la gauche syndicale et socialiste belges : le député Ernest GLINNE, animateur du courant de gauche au sein du PSB, qui avait tenté d'amener le Parti sur des positions de rupture avec le capitalisme et avec le militarisme incarné par l'OTAN, et le dirigeant de la FGTB Jacques YERNA, lié à la tendance renardiste (d'André RENARD, leader de la « grande grève » de 1960-61 et fondateur du Mouvement Populaire Wallon, adepte d'une « Action commune socialiste » où le mouvement syndical disposerait d'une large autonomie. Ce courant a parfois été qualifié d'« anarcho-syndicaliste »). D'autres syndicalistes en vue ont signé l'Appel : René DE SCHUTTER, Albert POSMIERS, Marijke VAN HEMELDONCK (également collaboratrice du journal socialiste de gauche flamand Links), Pierre LE GRÈVE, Louise LACHARON, Albert CARTON, le militant trotskiste « historique » Georges VEREEKEN. Des universitaires, des scientifiques, des chercheurs : Maurice ERRERA, Ita GASSEL, Xavier MABILLE, Gabriel THOVERON, Claude JAVEAU, René SCHOONBRODT, Pierre PUTTEMANS. Marcel SLUSZNY, Marianne MESNIL, Roland LEW, Yannis THANASSEKOS...Des personnalités du monde artistique : Roger DOMANI, Christian MESNIL, Pierre MERTENS. De nombreux journalistes, dont Jacques COECKELENBERGH, retour de « Radio Prague » et démissionnaire du PCB<sup>10</sup>. Des militants de la Paix, dont Pierre GALAND et René MARCHANDISE<sup>11</sup>. Un soutien actif vint de Marcel LIEBMAN,

<sup>5</sup> Il y avait notamment la IV<sup>e</sup> Internationale de FRANK et MANDEL et les « lambertistes », auquel était lié le « Comité International des Mathématiciens » de Laurent SCHWARTZ.

<sup>6</sup> A l'époque dirigeant du PCF dont il s'était efforcé de faire évoluer les positions sur la Tchécoslovaquie (contre Moscou), sur Mai 68 (en faveur des « gauchistes ») et sur les questions artistiques. (« *Pour un réalisme sans rivages* »)

<sup>7</sup> Mouvement International de la Réconciliation- Internationale des Résistants à la Guerre.

<sup>8</sup> Union Belge pour la Défense de la Paix, affiliée au Conseil Mondial de la Paix, soit le mouvement de la paix lié à l'Union soviétique.

<sup>9</sup> Ligue Révolutionnaire des Travailleurs. (Section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale)

<sup>10</sup> Cf Le Peuple, 25 juin 1971.

<sup>11</sup> Cf la liste des signataires de l'Appel dans le dossier documentaire de ce colloque. « Les dissidences à l'Est et les gauches solidaires à l'Ouest ».

professeur à l'Université Libre de Bruxelles, historien du socialisme, au coeur des rencontres et des débats « post-68 ». Il animait la revue *Mai* qui s'efforçait de « politiser » les lendemains de mai 1968 dans le sens d'une jonction entre la nouvelle gauche qui en était issue et le mouvement ouvrier socialiste et communiste. Dès 1970, la revue *Mai* avait publié un dossier sur l'affaire tchécoslovaque, auquel j'avais participé avec ma compagne et camarade de parti Rosy BLUST, un camarade démissionnaire du PCB Marco ABRAMOWICZ<sup>12</sup>, mon ami Willy ESTERSOHN, journaliste à la RTB très intéressé par les pays de l'Est et les questions du communisme<sup>13</sup>, et d'autres membres de l'équipe de *Mai*, dont faisaient partie le sociologue Mateo ALALUF, les journalistes Jean-Jacques JESPER, Hugues LE PAIGE, l'ancien prêtre ouvrier André CORNEROTTE.

Le soutien de Marcel LIEBMAN n'était pas inconditionnel : à plusieurs reprises, il nous mettra en garde contre les tentations anticomunistes.

Nous avons également les sympathies de militants de la Fondation André Renard (FAR) et du journal syndical FGTB et wallon *Combat*, auxquels je collaborais, ainsi que du quotidien syndical liégeois *La Wallonie*, où écrivait Jean-Louis ESCH, membre du PCB, de Robert FALONY au *Peuple*, de l'hebdomadaire *La Gauche*. J'avais notamment publié dans *Combat* et dans la *Revue de la FAR* des articles sur la situation des syndicats et les dissidences en Tchécoslovaquie et en URSS. À la FAR, je travaillais en étroite collaboration avec la rédactrice en chef de la revue, Maryse HOCKERS<sup>14</sup>.

Ces activités publiques jugées contraires à la ligne et à la discipline du PCB m'ont valu d'en être exclu en 1973, sans procédure statutaire, « je m'étais mis en dehors » selon la formule consacrée. De fait, parfaitement en accord avec la direction du PCB lorsqu'elle désapprouva l'intervention militaire d'août 1968 (j'étais alors correspondant du DR à Moscou) et lorsque le Parti entama un débat de fond par la suite (resté inachevé !), je ne pouvais plus l'être lorsqu'elle noua des liens avec la direction du PC tchécoslovaque imposée par les Soviétiques, celle de Gustav HUSÁK, artisan de la « normalisation » du pays militairement occupé.

Ce tournant dans la politique du parti fut amorcé dès le voyage à Prague de son président, Marc DRUMAUX, en mai 1969<sup>15</sup>. Suite à quoi une « lettre ouverte » lui fut dressée par une série de personnalités de gauche – dont Max BASTIN et Germain CAPPELLEMAN (MOC), François MARTOU (Objectif 72), Marthe VAN DE MEULEBROEKE (« La Pensée et les hommes »), Marcel LIEBMAN etc...<sup>16</sup> Dans sa réponse, le président du PCB afficha « l'indépendance » des PC mais taxa les auteurs de la lettre

---

<sup>12</sup> Marco ABRAMOWICZ, militant, dans les années 50-60, de la Jeunesse Populaire de Belgique (JPB) puis de la Jeunesse Communiste de Belgique (JCB) et du PCB, et qui fut l'un des animateurs du mouvement de mai 1968 à l'Université Libre de Bruxelles, avait démissionné du Parti en 1969 pour deux raisons : son acceptation de la « normalisation » en Tchécoslovaquie et son manque d'intérêt pour les nouveaux mouvements d'émancipation (féminisme, sexualité, autogestion) nés dans la foulée de mai 1968.

<sup>13</sup> Il est notamment l'auteur de « *Le Parti communiste de Belgique devant la dissidence et l'eurocommunisme* » (1968-1978), CH du CRISP, n° 807-808, 1/09/1978.

<sup>14</sup> La FAR édita en 1976 mon ouvrage « *L'URSS au second souffle. Bilans et réformes de l'économie planifiée* ».

<sup>15</sup> Cf. *Le Drapeau Rouge*, 23 mai 1969.

<sup>16</sup> Cf. *La Wallonie*, 17 juin 1969.



d' « anticommunisme ordinaire »<sup>17</sup>. Le tournant se précisa par la suite, y compris à la tribune du Congrès du PC tchécoslovaque « normalisé » en 1971, ce qui n'empêcha pas le PCB d'exprimer ponctuellement ses désaccords avec telle ou telle violation des Droits de l'Homme à l'Est, ou sur la situation faite aux intellectuels en URSS<sup>18</sup>.

Sur la Tchécoslovaquie, de facto et même explicitement, le PCB remettait en question sa position d'août 1968<sup>19</sup>. Il me paraissait invraisemblable que l'on puisse dénoncer une violence militaire et en accepter les prolongements politiques, considérer comme une « affaire intérieure des camarades tchécoslovaques » un bouleversement politique imposé par la force armée<sup>20</sup>. Et surtout, à mes yeux, les communistes – en Belgique et dans d'autres pays – manquaient l'occasion, à ce moment-là, de renouveler leur pensée et, en conséquence, de s'ouvrir à tous les « courants frais » émanant des mouvements sociaux de ce tournant des années 60- 70. Les choses allaient de pair : on ne pouvait régénérer le combat émancipateur chez soi tout en restant prisonnier de l'allégeance à Moscou. Rompre avec l'URSS (le lien idéologique, mais non tous les rapports !) n'était certes pas une garantie de succès, mais la condition minimale d'un renouveau, de ce « rassemblement des progressistes » dont le PCB se voulait artisan<sup>21</sup>. Dans ce contexte, les rapports entre le PCB et le Comité Tchécoslovaquie n'allaient pas être des plus harmonieuses. Les accents polémiques étaient d'autant plus inévitables que le PCB était le seul parti politique, encore représenté au parlement, à prendre systématiquement position sur les questions internationales et les relations avec le bloc de l'Est. Il était le plus actif et le plus explicite en la matière, donc le plus exposé à la critique. Le PCB comptait encore quelque 10.000 membres, une représentation parlementaire, de fortes influences en milieu syndical wallon. On peut donc comprendre qu'il soit encore « redouté » à droite, et que son « pro-soviétisme » soit prétexte à lui rendre la vie difficile. Ce qui n'empêchait pas le PSB d'entretenir, plus discrètement, de bons rapports avec des dirigeants soviétiques.

Le Comité Tchécoslovaquie fut associé à la campagne internationale contre les nouveaux procès de Prague. Un moment fort de son action fut la préparation du Congrès Mondial des Forces de la Paix, à Moscou en octobre 1973, au cours duquel ses membres Cécile ROLIN (UBDP), René MARCHANDISE (MCP) et Jean VAN LIERDE (MIR-IRG) eurent l'occasion de contester, du haut des tribunes du Congrès, divers aspects de la politique soviétique dont l'occupation de la Tchécoslovaquie. Jamais sans doute, les Soviétiques et leurs alliés n'avaient entendu, à un niveau officiel aussi élevé, une parole publique contestant leur politique. Le « scandale » eut un large écho médiatique<sup>22</sup>. Le PCB y a

<sup>17</sup> Cf. *Le Drapeau Rouge*, 6 juin 1969.

<sup>18</sup> Cf. Jean TERFVE, *Le Drapeau Rouge*, 14 septembre 1973.

<sup>19</sup> Membre du Comité Central qui s'est rendu à Prague en mai 1971 avec Louis VAN GEYT, membre du Bureau politique, Augustin DUCHÂTEAU estime « qu'il n'est pas raisonnable de la part de personne de prolonger et de privilégier la répétition d'un jugement formulé à une époque donnée sur un moment historique de crise du PCT ». Cf. *Cahiers Marxistes*, n°10, 1971. Cf. également *Le Drapeau Rouge* des 12 et 26 octobre 1973.

<sup>20</sup> Sur cette « affaire », je tiens un dossier à la disposition des curieux. Voir également les courriers du CRISP des années 70, consacrés à l'évolution du PCB.

<sup>21</sup> Sur le PCB dans cette période, cf. l'ouvrage de Nicolas NAIF, *L'Eurocommunisme en Belgique. Crises et débats autour d'une voie belge au socialisme (1954-1982)*, éd. CArCoB et CHSG de l'ULB, 2004.

<sup>22</sup> Cf. *Le Soir*, 9-10-1973, également le témoignage de Cécile ROLIN à ce colloque.

réagi de manière très critique, en condamnant « *le comité Pélikan* » (c'était nous), son action étant « *essentiellement dirigée contre les courants qui, y compris au sein du PSB, sont favorables à la détente* »<sup>23</sup>. Nous étions donc assimilés aux ennemis de la Paix. Ce point de vue n'était pas le privilège du PC. D'autres progressistes raisonnaient en ces termes : toute tentative de « diviser les forces de paix » renforçait nécessairement les adeptes de la guerre froide et de la course aux armements. Il était prioritaire de contrer le Pentagone et la CIA, de soutenir les mouvements de libération du tiers-monde aux prises avec l'impérialisme occidental. L'exploitation des peuples opprimés, la misère et la faim dans le monde valaient plus que « les libertés intellectuelles dans les pays de l'Est » qui avaient, eux, affranchi leurs peuples de la pauvreté et de l'ignorance. Il ne fallait donc pas se laisser diviser sur des questions « secondaires » comme la situation en Tchécoslovaquie. « Secondaire » par rapport au danger de guerre. Tel était l'argumentaire qu'il nous fallait constamment rencontrer !

#### **LE COLLOQUE DE BIÈVRES, FÉVRIER 1974**

En février 1974 se tint à Bièvres, près de Paris, une rencontre internationale de quatre jours sur le socialisme et l'expérience tchécoslovaque, avec 60 à 85 participants venus de 13 pays. Ils appartenaient à divers partis et mouvements socialistes et communistes, chrétiens et trotskistes. Parmi eux, l'ancien dirigeant du PC autrichien Franz MAREK, l'écrivain allemand Günter GRASS, les Français Pierre DAIX (PCF), Colette AUDRY (PS), Claude BOURDET (PSU), Jean PRONTEAU, Jean-Pierre FAYE, Victor FAY, Alain KRIVINE, Vladimir FIŠERA, le Polonais Krzysztof POMIAN, le leader socialiste italien Bettino CRAXI, le communiste britannique Monty JOHNSTONE, Tamara DEUTSCHER, la veuve de l'historien Isaac DEUTSCHER. La délégation tchécoslovaque était formée de plusieurs animateurs du Printemps 1968 : Eduard GOLDSTÜCKER, Jiří PELIKÁN, Josef POKŠTEFL, Karel KOVANDA etc... La délégation belge était composée de Jean-Marie CHAUVIER, Guy DESOLRE et Cécile ROLIN. Jacques YERNA et René MARCHANDISE, invités, s'étaient fait excuser, tout comme l'Américain Noam CHOMSKY. Plusieurs candidats belges à la participation semblent avoir été refusés pour des raisons financières<sup>24</sup>. Ce « parterre » était représentatif du réseau de solidarité internationale mis en place principalement par Jiří PELIKÁN et le réseau « Listy ». Il semble que l'assise financière provint du PS français. « L'intendance » parisienne était assurée par « Jacques COURTOIS » et d'autres militants d'Unir-Débat. En fréquentant ces oppositionnels du PCF et leur animateur, j'ai pu remarquer leurs pratiques « conspiratives ». Quelques mois plus tard, le dénommé « Jacques COURTOIS » a complètement disparu de la circulation. Des rumeurs ont couru sur le rôle qu'il aurait joué pour l'un ou l'autre service secret. Cette question n'a jamais été éclaircie (en ce qui me concerne en tout cas) Elle n'était pas anecdotique, vu la fonction exercée par cette personne au coeur du réseau des solidarités avec la Tchécoslovaquie. Nous avons su à l'époque et plus tard que certains « services », notamment américains et tchèques, suivaient avec intérêt l'activité des « contestataires au sein du mouvement communiste » et, par ailleurs, l'action des comités de soutien aux

<sup>23</sup> Cf. *Le Drapeau Rouge*, 26 octobre 1973.

<sup>24</sup> J'ai cru comprendre, aux dires de « Jacques COURTOIS » qu'il fallait « éviter une surreprésentation trotskiste ».

dissidents. Le Comité du Premier Mai fut surveillé par le StB, la Sûreté tchécoslovaque, qui monta d'ailleurs une tentative d'assassinat de notre ami Jiří PELIKÁN<sup>25</sup>.

Ces épisodes nous signalaient un aspect de la vie politique auquel les militants prêtent rarement attention : l'ingérence et les manipulations des services secrets, y compris via des relais intellectuels et des « fondations » vouées à la recherche ou à l'action humanitaire. La CIA, le KGB infiltraient les mouvements, y disposaient leurs agents d'influence, manipulaient les organisations d'extrême-droite comme d'extrême-gauche, les groupes terroristes : cette réalité-là ne relevait pas seulement des romans d'espionnage.

### **LE COMITÉ DU PREMIER MAI (1977) : UN TOUT NOUVEAU CONTEXTE**

Le 1er mai 1977 s'est formé le « Comité du Premier mai *pour les libertés démocratiques et les droits des travailleurs dans les pays de l'Est* », dont l'action était donc étendue, théoriquement, à l'ensemble des pays de l'Est européen<sup>26</sup>. De facto, ce sont la Tchécoslovaquie, puis la Pologne et par moments certains dissidents soviétiques et est-allemands qui retinrent son attention – le manque de moyens l'empêchant d'en faire davantage. Le Comité n'avait pas de « budget voyages » et vivait de cotisations et de petits soutiens financiers.

La plate-forme de ce second comité bénéficia d'un appui politique plus large que précédemment. En grande partie, les mêmes signatures qu'en 1973...et beaucoup d'autres représentants, grosso modo, les mêmes milieux<sup>27</sup>.

Il faut souligner le moment crucial que constitue l'année 1977. La Tchécoslovaquie voit naître la « Charte 77 ». En URSS se forment les « Comités Helsinki ». Deux ans après la signature des Accords d'Helsinki, où Moscou reconnaît implicitement (maladroitement ?) les droits...revendiqués par ses propres dissidents. C'est un tournant : les oppositions à l'Est, socialistes, libérales, chrétiennes, nationalistes, convergent dans la revendication des droits civiques. Alors même qu'à l'Ouest, près de dix ans après mai 1968, c'est le projet socialiste qui semble reprendre force, en France, au Portugal, en Espagne, voire en Italie.

La France est polarisée par le débat entre socialistes et communistes sur le « Programme commun de la gauche ». Plus que jamais, le PCF et la gauche sont interpellés sur les Droits de l'Homme dans les pays de l'Est. Ces débats ont forcément des retombées en Belgique, ne fût-ce que par les médias qui sont partiellement les mêmes – la télévision et, dans les milieux intellectuels, la lecture du *Monde* et de *Libération*. Or, les dissidents affluent d'URSS d'où les dirigeants choisissent désormais de les expulser. Un Vladimir BOUKOVSKY, après 12 années de prison, de camp et d'asile psychiatrique est échangé par BREJNEV, en 1976, contre Luis CORVALÁN, secrétaire général du PC chilien emprisonné par PINOCHET. Auparavant, en 1974, c'est Alexandre SOLJÉNITSYNE,

<sup>25</sup> Cf. Jiří PELIKÁN « *S'ils me tuent* », éd. du Seuil, 1978.

<sup>26</sup> Cf. interview de J.M. CHAUVIER au *Soir*, 3 juin 1977 et à *La Gauche*, 8 juin 1977

<sup>27</sup> Cf. l'Appel figurant dans le dossier documentaire du colloque.



l'auteur du retentissant *Archipel du Goulag* qui débarque en Occident. Les intellectuels de gauche (ou post-gauchistes) français, et notamment les « nouveaux philosophes » s'en emparent, à grand renfort d'émissions télévisées, pour dénoncer le « totalitarisme » en URSS (avec beaucoup de retard sur Hannah ARENDT et Raymond ARON !) mais surtout pour mettre en garde l'opinion française et occidentale contre « la menace communiste ». Étrange peur de la révolution rouge de la part de ceux qui, en mai 1968, reprochaient aux communistes de ne pas « faire la révolution » ! Plusieurs situations critiques vont fournir l'occasion d'agiter l'épouvantail communiste. Au Chili, déjà, l'« Unité Populaire » de Salvador ALLENDE, allié aux communistes, avait failli l'emporter, n'était l'énergique réaction du général Augusto PINOCHET et de la CIA le 11 septembre 1973<sup>28</sup>. La révolution des œillets, au Portugal en 1974, qui soulève l'enthousiasme des gauches (une révolution en Europe !) sera bientôt suivie par la mort de FRANCO en Espagne, autre source d'espoir. Au Portugal, le mouvement des capitaines est étroitement lié au PC portugais, dynamique et inventif. En 1975, les États-Unis renoncent à leur guerre – massacrate – au Vietnam. C'est la victoire des communistes nord-vietnamiens et non du FNL du Sud, que l'on croyait différent. Au même moment commence l'aventure meurtrière des Khmers rouges au Cambodge, sous la conduite du maoïste POL POT. Et en France, le PCF de Georges MARCHAIS semble se rapprocher du pouvoir via la négociation entamée avec François MITTERRAND. En Italie, simultanément, le PCI d'Enrico BERLINGUER croit pouvoir enfreindre l'interdit américain (pas de communistes au pouvoir) en réalisant le « compromis historique » avec la Démocratie Chrétienne. Mais le leader de celle-ci, Aldo MORO, disposé au compromis, est assassiné en 1978 par les « Brigades Rouges » qui développent une stratégie « révolutionnaire » par « la lutte armée », c'est du moins ce que l'on croit naïvement dans une certaine extrême-gauche romantique<sup>29</sup>. Pour les dissidents exilés, tel SOLJÉNITSYNE, et les intellectuels « antitotalitaires », qui voient partout « la main du KGB », la menace se précise tous azimuts, d'un basculement révolutionnaire de plusieurs continents dans le camp soviétique. Le Goulag est à nos portes ! Coïncidence : c'est aussi le moment où la CIA revoit à la hausse son estimation des dépenses militaires soviétiques, et où le Pentagone envisage le déploiement des « euromissiles » en réplique aux SS-20 soviétiques déployés par les Soviétiques en Europe centrale. Exit « la détente », nous voilà dans une nouvelle phase aigüe de la guerre froide.

C'est dans un tel contexte que le Comité du Premier Mai, et d'autres initiatives analogues en Europe, considèrent comme urgent que les gauches s'expriment sur le terrain des libertés à l'Est, au même titre qu'ailleurs, et en des termes qui les distinguent aussi bien des droites bellicistes que des « suivistes » de Moscou. Nous ignorons bien sûr que l'URSS est au seuil d'une crise systémique et le monde, à nouveau au bord d'une conflagration thermonucléaire. Une tension extrême allait monter jusqu'à l'arrivée au pouvoir, au Kremlin, en 1985, de Mikhaïl GORBATCHEV.

**LE NOYAU MILITANT DU COMITÉ : ÉLIE GROSS, L'UJJP, LES MOUVANCES TROTSKISTE, SYNDICALE ET AUTRES...**

<sup>28</sup> Nombre de dissidents et de démocrates de l'Est diront que Pinochet « a sauvé le Chili du communisme ».

<sup>29</sup> Il semble que bien au contraire ce terrorisme d'extrême-gauche fut exploité et manipulé par des services secrets italiens pour empêcher l'arrivée du PCI au pouvoir.

Le noyau militant fut élargi (par rapport au Comité Tchécoslovaquie) et, d'ailleurs, changeant au fil des années. Outre les « anciens », dont Cécile ROLIN, Jean VAN LIERDE et moi-même, de nouveaux militants plus jeunes vont surgir, dont Élie GROSS, qui devint la cheville ouvrière du nouveau comité, Nadine GOUZÉE et Jiří ČERMÁK, plus particulièrement engagés dans le soutien au réseau de Jiří PELIKÁN et de la Charte 77, Patty GELLER, Henri GOLDMAN, Georges BAUHERZ, Marie-Hélène RABIER, Guy DESOLRE, Marian HANDWERKER, Martin PETRAS, Laurent GROSS... Sans oublier un ci-devant journaliste au *Drapeau Rouge* et futur à la RTBF, Istvan FELKAI, auquel on doit le titre du bulletin bientôt (presque) régulier *D'Ici - D'Est* (qui résonnait avec « dissident ») Le noyau militant, cinq à dix personnes, se réunira le plus souvent chez Élie GROSS et sa compagne Viviane, dite « Musa », parfois chez Nadine GOUZÉE et Jiří ČERMÁK ou ailleurs. De nombreuses activités et manifestations furent ainsi organisées par cette plate-forme, d'ailleurs prolongées en pays flamand par le Eén Mei Komitee qu'anima Anne LÉGER. L'ambiance était chaleureuse, même s'il y eut pas mal de conflits de générations, de méthodes, de personnes...quelle surprise !

Élie GROSS fit le parcours de bout en bout, avec un enthousiasme et une jovialité à toute épreuve. Il avait probablement puisé cette culture de la militance joyeuse et de la foi en sa propre ligne d'action au sein du mouvement de jeunes unique en Belgique que fut l'Union des Jeunes Juifs Progressistes (UJJP). Une Histoire d'espoirs, d'optimisme lyrique, de désillusions croisées – celles du communisme belge des années 40-50, du judaïsme diasporique et progressiste des lendemains du génocide et de la résistance antifasciste, de la pédagogie émancipatrice, d'Anton MAKARENKO à la vague libertaire d'après mai 1968<sup>30</sup>. Les UJJPistes et leurs aînés de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique, s'éloignant de la tradition communiste sans la renier, se sont alors « gauchisés » tout en affirmant leur identité sur deux fronts : la solidarité avec le peuple palestinien et la culture diasporique, la « yiddishkeit », soit une identité juive distincte du sionisme. Mais le mouvement de jeunesse, lui, cultivera surtout l'esprit libertaire de l'après-mai 68 jusqu'à sa dissolution en 1978.

C'est à cette dernière période, en rupture avec (mais pas en ignorance de) l'héritage communiste qu'appartenait Élie. Plusieurs membres de l'UJJP rejoindront d'ailleurs le Comité du Premier mai.

Militant en vue de la LRT, Élie GROSS était en liaison avec Catherine SAMARY, économiste et enseignante à la Sorbonne, l'une des responsables de la Quatrième Internationale, dont les principaux représentants en Belgique étaient alors Ernest MANDEL, François VERCAMMEN, Georges DOBBELEER, Alain TONDEUR... la liste n'est pas exhaustive de ces militants dont l'organisation fut la seule formation politique à faire figurer dans ses priorités le soutien aux oppositions socialistes et démocratiques dans les pays de l'Est, bien entendu dans l'optique qui était la sienne<sup>31</sup>.

---

<sup>30</sup> Liée à la « Solidarité Juive » et à l' « Union Progressiste des Juifs de Belgique » (UPJB). Lire sur cette histoire l'ouvrage exceptionnel d'Alain LAPIOWER, *Libres enfants du ghetto*, préface de José GOTOVITCH, éd. Points Critiques et Rue des Usines, 1989.

<sup>31</sup> Cf. le témoignage de Georges DOBBELEER dans ce colloque.

Pour rappel : le trotskisme belge et son animateur Ernest MANDEL (adhérent à nos Comités) avaient joué un rôle important au sein du Parti Socialiste Belge (PSB) du temps de son « entrisme » au sein de la tendance de « La Gauche » (exclue en 1965) et à la tête de la « Jeune Garde Socialiste », le mouvement de jeunesse du parti. En tant qu'économiste, MANDEL avait inspiré le programme de « réformes de structures » de la FGTB. La gauche socialiste et syndicale wallonne des années 1950-60, incarnée par André RENARD, Jacques YERNA et Ernest GLINNE (ces deux derniers adhérents à nos comités) défendait une orientation très différente de celle qui prévalait au PSB : anticapitalisme, indépendance syndicale, rupture avec l'OTAN, solidarité avec les peuples opprimés des colonies. (Algérie, Congo). C'est dans cette optique, et pas par « concession à la droite » ou à l'air du temps qu'ils allaient également s'exprimer sur les droits des travailleurs et les libertés à l'Est.

Bruno VINIKAS, secrétaire de la fédération bruxelloise du PSB (1977-79), apporta même un soutien plus actif en prenant part à de nombreuses manifestations et autres réunions du Comité<sup>32</sup>.

Il paraissait logique à nombre de ces militants socialistes et trotskistes que leur engagement contre l'ordre établi se prolonge par la solidarité avec ceux qui, à l'Est se battaient contre d'autres formes, pseudo-socialistes, d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme.

Le soutien venait également d'une autre famille progressiste, le Mouvement Ouvrier Chrétien, en les personnes de François MARTOU et de l'aumônier Tony DHANIS.

Dans la mouvance chrétienne, il y avait aussi *La Revue Nouvelle*, et personnellement Marc DELEPELEIRE et Andrée GÉRARD, qui se montrèrent des plus attentifs aux problèmes des pays de l'Est.

Nous n'avions pas, par contre, le soutien d'autres progressistes chrétiens qui manifestaient alors leurs sympathies pour la Chine maoïste ou les Khmers rouges de POL POT.

À la différence d'autres maoïstes qui, nonobstant les mêmes sympathies, soutenaient les dissidences antisoviétiques. Ainsi, le « Comité Tchécoslovaquie dix ans » animé par Jos BENI, avec qui le Comité du Premier Mai, lors de l'anniversaire de 1968, tint meeting commun... ce qui n'était pas un mince exploit, vu qu'il fallait mettre ensemble maoïstes et trotskistes <sup>33</sup>!

Mais une frange importante de la gauche radicale « anti-impérialiste » chrétienne, socialiste ou tiers-mondiste, était rien moins que méfiante à l'égard des dissidents de l'Est et de leurs amis occidentaux qui, à leurs yeux, affaiblissaient ou trahissaient le « camp socialiste », qu'il soit soviétique ou chinois.

---

<sup>32</sup> Cf. le témoignage de Bruno VINIKAS dans ce colloque.

<sup>33</sup> Cf. le témoignage de Jos BENI dans ce colloque.

## DU FORUM DE 1978 À L'ULB À LA CRISE POLONAISE EN 1980 – 1981

L'une des premières activités spectaculaires du Comité fut le Forum International tenu à l'ULB en 1978, en collaboration avec le Cercle du Libre Examen. Les dissidents de l'Est y étaient notamment représentés par Jiří PELIKÁN, Zdeněk MLYNÁŘ et le chanteur Karel KRYL (Tchécoslovaquie), Krzysztof POMIAN (Pologne), Vadim BELOTSERKOVSKY (URSS), le célèbre chanteur dissident est-allemand Wolf BIERMANN, par ailleurs l'ami du syndicaliste FGTB Albert FAUST. Le Journal télévisé de la RTB dépêcha une équipe avec le reporter Josy DUBIÉ. Le Parti Communiste, malgré ses réticences à notre égard, avait délégué dans l'un de nos débats Jean DU BOSCH, membre du Comité Central du PCB et dirigeant de l'Union Belge pour la Défense de la Paix (UBDP).

La rencontre s'est achevée par un mémorable concert de Wolf BIERMANN, qui venait de quitter la RDA, dont il était l'un des poètes renommés, chanteur hors normes, alors encore très marqué par la tradition antifasciste et communiste telle qu'on la cultivait en RDA. « *La meilleure partie de l'Allemagne* » disait-il, malgré tout...<sup>34</sup>

Nous avons noué, au milieu des années 70, des relations amicales avec plusieurs émigrés de Tchécoslovaquie, quelque peu surpris de pouvoir parler avec des « gens de gauche » qui ne les rejetaient pas !

J'ai réalisé avec eux des émissions radio pour la RTBF. À l'époque, les émigrés de l'Est ne concevaient généralement pas, envers le socialisme, l'hostilité que sera la leur plus tard. Je crois que l'exemple d'un Jiří PELIKÁN et de comités comme les nôtres, pourtant accusés d'« anticommunisme », constituaient des « garde-fous » contre l'anticommunisme ! C'est après 1980, sous l'influence des événements de Pologne et du nouveau climat de guerre froide que de nombreux dissidents exilés – dont Léonid PLIOUTCHTCH qui s'était d'abord présenté comme « communiste » – vont opter pour des positions plus radicales d'adhésion à la cause du « monde libre » occidental.

Le Comité du Premier Mai assura le suivi des procès de Prague auxquels furent envoyés des avocats belges tels que Pierre MERTENS et Viviane BRONCKAERS. Il soutint l'action de syndicats indépendants soviétiques, dont celui de Viktor FAJNBERG, l'un des huit manifestants héroïques de la Place Rouge le 25 août 1968, qui vint en Belgique, et le groupe socialiste autogestionnaire « Poiski » de Moscou, avec feu Piotr EGUIDES et Tamara SAMSONOVA, expulsés d'URSS et de passage en Belgique avant de s'établir en exil en France. Pour aider ceux-ci, nous avons eu le soutien de Guy CUDELL, bourgmestre de St-Josse (Bruxelles) et l'un des leaders historiques du Parti Socialiste Belge.

Ultérieurement, en 1980-81, la Pologne et « Solidarnosc » devinrent la cause emblématique du Comité. La conviction ambiante était qu'un mouvement ouvrier – d'inspiration socialiste et « autogestionnaire » – allait renverser le « régime bureaucratique » en place. Tous ne partageaient pas ce point de vue. Le rôle joué dans ce mouvement par le nationalisme polonais et le Vatican suggérait d'« autres pistes ». Mais

---

<sup>34</sup> Wolf BIERMANN a beaucoup évolué par la suite, dans le sens d'un anticommunisme radical.



rien n'était encore très évident, et le démocratisme de l'expérience (les négociations syndicats-gouvernement retransmises en direct !) éveillait des espoirs inédits. La fin brutale de la démocratisation, par le coup de force du général JARUZELSKI en 1981, fit en tous cas conclure que ce régime était à bout de souffle et qu'une société entière entraînait en dissidence, qui ne tarderait pas à faire contagion dans d'autres pays de l'Est. Il y avait certes matière à discussion, parmi nous, sur le rôle du Pape JEAN-PAUL II, sinon celui « de la CIA », une hypothèse que nous rejetions comme « propagande soviétique », ce en quoi nous nous trompions.

Le Comité a joint ses efforts (soutien, collectes, meetings) à d'autres organisations, dont le Comité d'action de Solidarność en Belgique, Amnesty International, la revue *Alternatives* de Paris.

L'une des « aventures » de l'époque (en 1982) fut la remise à « Solidarność » en Pologne d'un émetteur-radio. Plus précisément, c'était le fait de Roger NOËL, dit « Babar », l'animateur d'*Alternative libertaire*, qui fut arrêté et jugé pour infractions à plusieurs articles du code pénal (polonais) et du Décret sur l'état de guerre. Une campagne de presse rondement menée permit de faire libérer « Babar ».

#### **DANS LA TOURMENTE DU DÉBUT DES ANNÉES 80**

Mais d'autres événements devaient retenir notre attention : le 27 décembre 1979, l'URSS envahissait l'Afghanistan, à la rescousse du pouvoir communiste confronté aux moudjahidines (et à la CIA, nous saurons plus tard que ce n'était pas « de la propagande soviétique »).

Le Comité n'avait pas à se prononcer sur cette affaire, et pas davantage sur le drame des « Boat people » vietnamiens ou du génocide cambodgien – cela se passait en Asie, mais forcément ses membres y étaient sensibles et cela s'est traduit dans les colonnes du bulletin *D'Ici - D'Est*.

Un « Comité Afghanistan » de diverses personnalités et militants de toutes tendances politiques (de droite à gauche et à l'extrême-gauche) devait animer en Belgique la solidarité avec la résistance afghane. Nous n'en étions pas. Des amis nous l'ont reproché, pour qui « l'impérialisme soviétique » devenait l'ennemi principal.

L'influence se faisait également sentir, parmi nous et autour de nous, de la nouvelle gauche « antitotalitaire » formée autour de Vladimir BOUKOVSKY, André GLUCKSMANN et autres « nouveaux philosophes » et « défenseurs des Droits de l'Homme », assimilant nazisme et communisme, raliés de fait au camp atlantiste et néolibéral.

Le Comité du Premier Mai s'est distancié de cette « dérive » qui allait conduire les « post-gauchistes » parisiens et certains dissidents à soutenir les guérillas

contrerévolutionnaires en Angola et au Nicaragua, de concert avec le régime sud-africain (apartheid) et la CIA<sup>35</sup>.

Il a par contre veillé à assurer continuellement une présence active et un rayonnement significatif au sein des grandes organisations de la gauche belge. Il défilait ainsi ostensiblement dans les cortèges du 1er mai à Bruxelles<sup>36</sup>. Sauf celui du PCB le 1er mai 1981, la banderole « Solidarité avec les travailleurs polonais » ayant été jugée inopportune<sup>37</sup>.

Dans les années « polonaises » et « post-polonaises », la composition et les orientations du comité ont évolué. L'influence trotskiste y est devenue plus déterminante, vu l'investissement de la LRT (de la Quatrième Internationale) sur la Pologne. Le Comité s'est malheureusement distancié des forces politiques plus larges qui l'avaient porté au départ. Il ne représentait finalement plus que lui-même. La critique de ce « repli politique » était partagée au sein du Comité, notamment par ceux, qui, en marge du Comité, poursuivaient un travail autonome de solidarité avec la Charte 77 tchécoslovaque et Jiří PELIKÁN.

Malgré ces divergences, un noyau actif, en partie renouvelé, et surtout Élie GROSS, menaient un travail soutenu. Notre amie tchèque Eva HOUDOVÁ réalisa avec le Comité, en 1985, un film sur les exilés tchèques en Belgique, *Na Západ, ou la fierté d'un cristal de Bohême*.

Faute de combattants et de nouveaux projets, le comité s'est auto-dissous en 1986.

Que ce soit cette année-là précisément, par pure coïncidence, n'est pas dénué de sens ! L'URSS basculait dans sa fatale « Reconstruction » (Perestroïka) qui allait complètement bouleverser la donne. Mais rien ne permettait de prévoir ce qui en résulterait – l'Union soviétique n'avait plus que quelques années à vivre. J'étais de ceux qui, en 1985-86, étaient convaincus que de grands changements s'amorçaient et j'en témoignais à l'époque dans *Le Monde diplomatique*. Mais la majorité des observateurs, surtout français, en restaient à la théorie de la « glaciation totalitaire éternelle », farcie de caricatures d'une société soviétique en pleine maturation.

L'anticommunisme dont nous nous défendions n'avait-il pas gagné les rangs et les publications du Comité ? Marcel LIEBMAN avait attiré mon attention sur cette contagion du climat idéologique général. Il avait raison. Et certains de nos sympathisants n'en souffraient aucunement : « *Il faut être anticommuniste !* » martelait l'un d'eux. C'était l'époque où la grande presse faisait ses gros titres de la « filière bulgare », du «

<sup>35</sup> En mai 1985, un Appel est lancé au Congrès des États-Unis pour qu'il « reconduise l'aide à la résistance nicaraguayenne », soit le soutien aux bandes armées qui combattent le pouvoir légal du Nicaragua, d'orientation révolutionnaire (sandiniste). Cet Appel est signé, notamment, par Fernando ARRABAL, Alain BESANÇON, Eugène IONESCO, Bernard-Henri LÉVY, Pierre RIGOULOT, Branko LAZITCH, Ilios YANNAKAKIS, Robert CONQUEST, le général Robert CLOSE (Belgique), les exilés russes Vladimir BOUKOVSKY et Vladimir MAXIMOV.

<sup>36</sup> Il y avait à l'époque deux défilés : celui des FGTB-PSB, et celui du PC auquel étaient associées diverses organisations de travailleurs immigrés.

<sup>37</sup> Cf. *Le Drapeau Rouge*, lundi 4 mai 1981.

terrorisme manipulé par Moscou », l'URSS était décrite comme un pays de « 300 millions d'esclaves robotisés », un univers digne de la fable d'ORWELL, 1984. Ce genre de campagne était outrancièrement mené, en Belgique, dans les colonnes du *Soir*, par le journaliste Pol MATHIL, qui a en quelque sorte « fabriqué » l'opinion publique bruxelloise pendant plus de trente ans selon les canons propres à la pensée des cercles américains les plus bellicistes. Et ce n'était pas sans effet dans nos milieux de gauche, d'autant que *Le Monde* et *Libération* suivaient la même voie. La « pensée » en uniforme !

On a pu lire dans *D'Ici - D'Est* des textes virulents, de dissidents de l'Est ou de nos collaborateurs qui, dans leurs descriptions des pays de l'Est, leurs critiques des rapports Est-Ouest (commerciaux, touristiques), leurs jugements sur le mouvement de la paix, les comparaisons Pologne-Salvador etc... glissaient vers des humeurs de guerre froide et, en tout cas, débordaient le cadre de nos « chartes » et déclarations de principe antérieures. Pour dénoncer « le discours de guerre froide et d'hystérie antisoviétique de la plupart des dissidents de l'Est et de leurs amis de l'Ouest », j'ai eu droit, en février 1983, à une page « Débats » dans le bulletin<sup>38</sup>. Je me suis trouvé de fait « en marge » de l'ambiance politique dominante, au Comité comme dans mon milieu professionnel (la RTBF) et partout ailleurs.

J'ai exprimé, par lettre au Comité en 1983, mes inquiétudes par rapport au climat idéologique ambiant qui, selon moi, déteignait parmi nous. Je notais dans cette lettre : « *Mobilisation des esprits pour le réarmement, antisoviétisme haineux tous azimuts (...)* (je notais que même le 50<sup>e</sup> anniversaire de la prise de pouvoir d'HITLER en 1933 était prétexte à l'anticommunisme dans les médias) *flot d'informations non vérifiées, ou plus ou moins vérifiées sur les enfers du Goulag* » etc... Engagé moi-même dans des études plus poussées sur la société soviétique – j'étais particulièrement inspiré par les travaux du sociologue Basile KERBLAY et de l'historien Moshe LEWIN – j'étais de plus en plus réticent envers les approches très idéologiques en vogue à gauche, et qui étaient les miennes quelques années auparavant. Les réalités de l'Est ne se résumaient pas à « la Répression » ou à « la Bureaucratie » ! Il fallait tracer une frontière entre le militantisme et la recherche. Et surtout, refuser les clichés simplistes de toutes les propagandes.

Or, nous étions, au début et au milieu des années 80, submergés d'anticommunisme grossier, y compris à gauche et surtout parmi les « curés défroqués » du communisme et du gauchisme ! Un exemple entre mille : les dissidents russes avaient repéré environ 900 condamnations de dissidents dans les années 70, la CIA évaluait le nombre de prisonniers politiques à 10.000 (et 4 millions pour l'ensemble des détenus), nos journaux et télévisions avançaient les chiffres de quatre, huit, dix et seize millions <sup>39</sup>! En 1986-87, GORBATCHEV en a fait libérer plusieurs centaines. Où était la vérité ? De fait,

---

<sup>38</sup> Cf. *D'Ici - D'Est*, février 1983.

<sup>39</sup> Plus de précisions dans mon ouvrage, *URSS : une société en mouvement*, ed. 1988, p. 135. Sur foi des chiffres largement admis à l'époque, j'ai moi-même erronément repris le nombre de « 10 à 15 millions de détenus » au début des années 50, avant la dissolution du Goulag stalinien. Les archives publiées après 1989 signalent, pour cette époque « maximale », environ 2,5 millions de prisonniers du Goulag et près de 3 millions de « colons spéciaux », soit de populations déplacées, reléguées ou assignées à résidence. Le dissident Andreï SAKHAROV, début 1987, estimait à « 700 » le nombre de « prisonniers de conscience ».

personne ne cherchait à vraiment la connaître. S'agissant de l'URSS, on pouvait dire et écrire absolument n'importe quoi !

## DE QUELQUES QUESTIONS SENSIBLES

### *Pourquoi, en ce temps-là, des solidarités « de gauche » ?*

Pourquoi « nos » gauches n'ont-elles pas joint leurs efforts aux droites également et même davantage mobilisées « en faveur des Droits de l'Homme à l'Est » ?

D'abord, sans doute, parce que les gauches avaient leurs propres raisons de se « dédouaner » d'allégeances aux régimes qui, au nom des valeurs de gauche, se révélaient être la négation de ces valeurs. Il s'agissait aussi de nous démarquer par rapport à ceux des partis communistes qui, en Belgique et ailleurs, n'avaient pas été conséquents avec leur réprobation de l'intervention militaire d'août 1968, renouant des contacts « fraternels » avec la direction du PC tchécoslovaque de Gustáv HUSÁK, imposée en mai 1969 par les occupants soviétiques, en lieu et place de la direction DUBČEK choisie par le PCT en 1968 avec l'appui de la majorité de la population.

Et concrètement, il y avait le souci de faire connaître et de soutenir les opposants socialistes (communistes) tchécoslovaques et des dissidents d'autres pays de l'Est qui se réclamaient de ces mêmes valeurs. Notre soutien allait prioritairement aux dissidents de gauche (souvent moins connus à l'Ouest que ceux de droite et du centre) certes, mais également aux droits de tous les autres à s'exprimer. Le comité s'intitulait d'ailleurs « Comité du 1er Mai pour les libertés démocratiques et les droits des travailleurs dans les pays de l'Est ». A l'époque, c'était une position originale : beaucoup de militants de gauche, explicitement ou non, trouvaient normal que des gens professant des idées « réactionnaires » se trouvent en prison ou en camp de travail. J'en connaissais, et j'en connais encore, de ces révolutionnaires intransigeants, qui auraient envoyé des peuples entiers au bûcher, au nom du bonheur des peuples.

Il y avait aussi l'espoir, tenace, que le dit « socialisme réellement existant » (selon la définition de BREJNEV voulant se démarquer du socialisme « imaginaire ») serait un jour dépassé, mais à gauche, au profit d'un autre socialisme, espéré « authentique », pour lequel existait une base économique et juridique : le « propriété collective des moyens de production et d'échange ».

L'écrasement du Printemps tchécoslovaque avait démontré dès 1968 l'impossibilité de faire émerger ce socialisme démocratique au sein même des structures des États de l'Est, du moins tant que la puissance soviétique bloquerait toute évolution dans ce sens. (Ce blocage a cessé après 1985 sous GORBATCHEV). Mais après l'échec de Prague et au vu des nouvelles oppositions formées au dehors et contre le régime, et non plus au dedans, l'idée s'est imposée parmi nous qu'un socialisme démocratique (ou, plus modestement, une démocratisation en profondeur) ne pouvait plus que surgir des bases des sociétés. Avec ou sans le ralliement d'une partie des communistes...



Telle fut la conviction, évolutive, inscrite par exemple dans quantité de textes des Comités Tchécoslovaquie et du Premier Mai. On ne peut qu'être frappé, avec le recul, par la lecture de notre Appel Tchécoslovaquie 1973, faisant encore référence à la révolution d'Octobre 1917, et néanmoins signé par de nombreuses personnalités socialistes et démocrates-chrétiennes ! C'est dire si, comme le remarquait à l'époque le film de Chris MARKER, *Le fond de l'air était rouge*. L'Appel du 1er mai 1977 se situait déjà en retrait, sur des références plus largement démocratiques, volonté de faire plus de place aux aspirations des dissidents de l'Est et non renoncement au socialisme en notre sein, du moins pas en 1977. Mais la notion même de « socialisme » était très floue. Après Prague 1968 et Varsovie 1980-81, après quelques années d'expérience « MITTERRAND » en France, que signifiait encore « l'idée socialiste » ?

Enfin, les mobilisations occidentales, et spécialement médiatiques pour la démocratie à l'Est, éveillaient à gauche le soupçon de n'être pas sincères – c'est un euphémisme.

Parmi les ardents défenseurs des dissidences à l'Est, il y avait des partis et des personnalités, des journalistes et des écrivains qui, dans le même temps soutenaient la guerre américaine au Vietnam et allaient même regretter, comme SOLJÉNITSYNE, que les États-Unis y mettent fin en 1985. Nous avons, aux premières loges de l'anticommunisme militant, des hommes politiques belges haut placés dans l'appareil d'État qui finançaient l'extrême-droite violente, des sociaux-chrétiens flamands qui entretenaient d'excellents rapports avec le régime de l'apartheid, des personnalités de la gauche intellectuelle parisienne qui fréquentaient les palaces de « notre ami le roi » HASSAN II. D'autres, adeptes de l'école de Chicago, du néolibéralisme, soutenaient l'expérience PINOCHET au Chili. Certains dissidents de l'Est affichaient d'ailleurs les mêmes professions de foi nettement orientées à droite.

Il faut bien dire que « la défense des dissidents à l'Est » était surtout assurée, matériellement et politiquement, par des forces très éloignées de la gauche. De grands croisés de l'anticommunisme, tel le stratège américain Zbigniew BRZEZIŃSKI, le président Ronald REAGAN, ou, à notre petite échelle belge, le général Robert CLOSE et des personnalités politiques telles qu'Armand DE DECKER et François-Xavier de DONNEA, liées à la World Anticommunist League (WACL) de même que l'Opus Dei et la Démocratie chrétienne internationale, ou encore les célèbres *Cahiers du Samizdat* publiés à Bruxelles par Anthony de MEEÛS, jouaient les rôles les plus importants, reconnus comme tels par les dissidents et, plus tard, par les gouvernements de la « Nouvelle Europe ». Ce sont ces milieux-là, et non les nôtres, qui seront invités à Varsovie, en l'an 2000, pour célébrer les 20 ans de « Solidarność ». Telle était la réalité objective du monde : la « victoire sur le communisme » fut le fruit de leurs efforts, en même temps que de la crise interne, de l'impasse et de l'« autodissolution » des régimes dits « socialistes ».

Dans le « grand jeu », reconnaissons-le, nous étions des marginaux.

La plupart des militants de gauche des causes dissidentes n'étaient pas des « obsédés d'anticommunisme » ou de l'Est. Plusieurs étaient engagés dans les luttes pour la cause chilienne après le coup d'État de PINOCHET en septembre 1973, dans le mouvement

syndical et la solidarité Belges-immigrés, avec les opposants victimes du régime de HASSAN II au Maroc ou de la dictature militaire en Turquie. J'étais moi-même syndicaliste à la CGSP et engagé dans la solidarité avec les syndicats progressistes turcs de la DISK ainsi que le Comité contre la répression au Maroc. La FAR m'avait envoyé en missions au Portugal et en Turquie, afin de témoigner de « l'état de la révolution » de l'une (en 1975) et de la situation du mouvement syndical en période d'état de siège dans l'autre (en 1979). Je retourne en Turquie en 1981, clandestinement, pour y rencontrer des opposants en proie à la terreur militaire.

Les amis et camarades marocains, turcs, espagnols, portugais que je fréquente, contrairement aux progressistes belges partageant leurs luttes, ne manifestent aucune hostilité envers mes occupations « dissidentes », simplement, pour eux l'Est est un monde lointain, étranger à leurs préoccupations, ils sont intrigués. Seuls, des communistes espagnols montrent, à l'égard de ce qui se passe à l'Est, autant d'intérêt et d'inquiétudes que nous.

Nous (dans nos comités) n'étions donc pas les adeptes de « l'indignation sélective » qui sévissait dans nos médias, mobilisés en 1981 contre le coup d'État anti-Solidarność de JARUZELSKI en Pologne, mais plutôt indifférents ou complaisants envers celui des généraux en Turquie, qui fit des milliers de victimes et jeta en prison des dizaines de milliers de gens. Il est vrai que cette dernière violence allait dans « le bon sens du monde libre », avec l'appui logistique des États-Unis<sup>40</sup>.

### ***Que faire des « Droits de l'Homme » ?***

Bien qu'elle remonte à 1789 et à la Déclaration Universelle de 1948, la problématique des « Droits de l'Homme » connut une nouvelle jeunesse dans les années 70 – 80, spécialement pour tous ceux qui étaient préoccupés par les atteintes aux libertés à l'Est.

Ce sont notamment les mouvements dissidents de l'est qui ont placé cette problématique au cœur de l'actualité. Eux ne vivaient pas dans le climat de libertés publiques et intellectuelles qui était, chez nous, « l'air que nous respirions ». Mais la gauche se méfiait. L'accent mis, en aval, sur les victimes individuelles de répressions ne faisait-il pas diversion quand il fallait, en amont, désigner les structures, les conditions d'existence génératrices des injustices et des violences sociales ?

L'opposition largement factice entre la lutte des classes pour l'émancipation sociale et l'action sociétale pour les Droits de l'Homme fut, de fait, progressivement surmontée, à mesure que les syndicats et les mouvements sociaux eux-mêmes, à la base de nombreuses conquêtes démocratiques, ont tenu à défendre leurs militants persécutés au nom des lois et des Droits affirmés dans les Constitutions et traités internationaux, et votés dans nos parlements... et dans les parlements décoratifs des pays de l'Est !

Le bulletin du Comité du Premier Mai, *D'Ici – D'Est*, abordera cette question controversée en ces termes :

---

<sup>40</sup> J'ai consacré à la Pologne et à la Turquie plusieurs articles dans la revue de la FAR, cf. notamment les n° 109 (1980) et 122 (1982).

« À gauche comme à droite, il s'est trouvé trop de défenseurs de la raison d'État (fut-elle socialiste) justifiant, au nom des idéaux les plus nobles, les répressions et les violences les plus abjectes. C'est le mérite des « dissidents » de l'Est, et d'organisations comme Amnesty International, de rejeter catégoriquement ce genre de complicités, en réhabilitant la notion et la lutte pour les droits de l'Homme. » Après avoir déclaré l'adhésion à cette cause, « sans complexe » et au nom du « combat socialiste », le texte ajoute : « Notre démarche ne peut être confondue avec celle de « l'idéologie occidentale de la dissidence » qui existe bel et bien, et se sert du problème des libertés à l'Est, moins pour les faire triompher là-bas que pour décourager ici (et dans le tiers-monde) d'autres combats de libération sociale et nationale, ceux qui gênent précisément les classes dominantes d'Occident. De même nous ne pouvons partager l'opinion de l'académicien Andréi SAKHAROV lorsqu'il place « au premier plan des droits civils et politiques, en opposition avec la théorie officielle qui met l'accent sur les droits économiques et sociaux ». Non plus que la position des dissidents polonais appuyant sans réserve un pape (JEAN-PAUL II) dont l'intérêt pour les droits de la femme et ceux des opprimés d'Amérique latine est, pour le moins, mitigé. <sup>41</sup>»

### **La guerre froide et la politique des blocs : « il faut choisir son camp » !**

Il faut se souvenir à quel point nous étions, à l'époque, sous pression de la politique des blocs et du « campisme » qui en résultait : pour beaucoup de militants, il fallait « choisir son camp ». Dans le monde communiste et tiers-mondiste s'était certes développé, depuis la Conférence de Bandung en 1955, à l'initiative du leader yougoslave Josip BROZ TITO et de dirigeants anti-impérialistes du Tiers-monde tels que l'Indonésien SUKARNO, l'Égyptien NASSER et le Ghanéen NKRUMAH, un « mouvement des non-alignés » refusant la logique des blocs. A l'intérieur même du monde occidental et de pays du bloc socialiste s'esquissaient des tendances centrifuges, favorables à la dénucléarisation et à la démilitarisation. Mais la majorité des opinions, à l'Ouest comme à l'Est, vivait dans l'esprit de la confrontation des blocs et celle-ci traversait les gauches : la social-démocratie, majoritairement « occidentaliste » et pro-américaine, avec un Paul-Henri SPAAK secrétaire général de l'OTAN, allait être travaillée dans un sens de dialogue Est-ouest par Willy BRANDT (« Ostpolitik »), ce qui n'empêchait pas François MITTERRAND d'observer, au début des années 80 que « les missiles sont à l'Est et les pacifistes à l'Ouest ». Effectivement, une grande partie du mouvement de la paix, qu'il soit au non sous influence communiste, militait contre le militarisme américain et atlantiste alors qu'un mouvement équivalent, indépendant des gouvernements, ne pouvait pas, par définition, se développer à l'Est où les régimes dictatoriaux contrôlaient la totalité du champ politique, y compris du « pacifisme » officiel. L'URSS multipliait les propositions de désarmement tout en rivalisant avec les États-Unis dans la course aux armements, elle soutenait les mouvements de libération « anti-impérialistes » tout en réprimant la résistance afghane : dans tous les cas, selon les pro-soviétiques, l'URSS « défendait la paix ». Ce raisonnement était l'exact symétrique du discours atlantiste selon lequel, en faisant la guerre ici et en soutenant une dictature ailleurs, les États-Unis « défendaient la liberté » contre le communisme.

---

<sup>41</sup> D'Ici - D'Est, n°4, mars 1979.

Nous avons agi et réfléchi, au tournant des années 80, dans l'ultime phase, très aiguë, de la guerre froide, au moment du déploiement des nouveaux euromissiles, SS-20 soviétiques à l'Est, Pershing et Cruise de l'OTAN à l'Ouest. La tradition de gauche et d'extrême-gauche considérait l'URSS comme une force de paix ou encore, dans la variante trotskiste, comme un État ouvrier « dégénéré » mais qu'il fallait défendre malgré tous ses défauts, contre une attaque impérialiste ou une éventuelle restauration capitaliste. (Éventualité cependant envisagée en 1938 par TROTSKI comme l'une des voies possibles de la contre-révolution stalinienne).

L'impérialisme était donc l'ennemi principal. Ce n'était pas seulement une formule de « langue de bois »<sup>42</sup>. Ce point de vue était largement répandu dans le mouvement de la paix – à l'exception des pacifistes radicaux du MIR-IRG et, pour d'autres motivations, des maoïstes. Ceux-ci, militants d'AMADA-TPO (Alle Macht Aan De Arbeiders - Tout le Pouvoir aux Ouvriers, ancêtres du Parti du Travail de Belgique) visaient plus nettement l'URSS, et sans ménagement : « *En vingt ans, estimait le futur président du PTB Ludo MARTENS, « l'Union soviétique a construit la plus formidable machine d'agression que le monde ait jamais connue. (...) Tôt ou tard, les deux superpuissances vont entrer en conflit et c'est l'Union soviétique qui se prépare à une offensive généralisée.* »<sup>43</sup>. Suivait un exposé du projet de défense européenne non nucléaire tel que le concevaient les maoïstes, en partie inspirés par le système d'autodéfense populaire mis en place par TITO en Yougoslavie dans l'éventualité d'une invasion soviétique. (Voir à ce propos le témoignage de Jos BENI, animateur du Comité d'Initiatives pour le Désarmement et la Paix en Europe).

Les Comités Tchécoslovaquie et du Premier Mai ont fait prévaloir deux points de vue. Le premier, c'est que le sort de la paix était lié à celui des libertés démocratiques : il ne pouvait y avoir de paix dans l'acceptation de l'occupation de la Tchécoslovaquie. Cette position fut défendue notamment à Moscou en 1973 par Cécile ROLIN, Jean VAN LIERDE et René MARCHANDISE. L'autre idée, c'est qu'il fallait désarmer des deux côtés, qu'il n'y avait pas de bons et de mauvais missiles. Mais cette équidistance envers les deux blocs n'était pas partagée ni par ceux qui voyaient toujours l'URSS en « force de paix », ni par ceux qui voyaient en elle l'« empire du mal ».

En 1980, face à la relance de la guerre froide, le Comité a publié un appel « contre la répression dans les pays de l'Est, contre l'offensive politique des États-Unis ». Le Comité marquait clairement le rejet de la politique de confrontation entre les blocs. Sur ce plan au moins, il était plus proche du PC que de la nouvelle gauche anticomuniste devenue auxiliaire du Pentagone. À l'encontre de celle-ci, l'appel dit que « *plus que jamais les peuples d'Europe de l'Est en général et leurs courants démocratiques en particulier ont*

---

<sup>42</sup> Il faudrait sans doute rappeler que « l'Impérialisme » n'était pas une injure ou un synonyme de Grand Méchant mais, selon plusieurs théoriciens du début du 20e siècle, un concept désignant le capitalisme dans sa phase monopoliste et débordant les cadres nationaux, lorsqu'il exporte les capitaux et que ses divers acteurs nationaux (puissances impérialistes) s'affrontent pour le partage du monde. Le terme a certes été galvaudé par les propagandes, ce qui permet de le stigmatiser ensuite comme « langue de bois ».

<sup>43</sup> Ludo Martens TPO (Tout le Pouvoir aux Ouvriers) « Pour une mobilisation du peuple », bulletin du CIDEPE de mai-juin 1978.



*besoin d'être défendus par une opinion de gauche non suspecte d'allégeance au bloc occidental ».*

Parmi les signataires, outre les amis qui nous soutenaient déjà précédemment, je relève les noms des sénateurs communiste René NOËL et « Rassemblement Wallon » Yves de WASSEIGE, ainsi que des députés socialistes Anne-Marie LIZIN et Fernand DELMOTTE, le secrétaire général de la Ligue des Familles Jacques ZWICK.

Une délégation de personnalités progressistes de diverses tendances demanda à l'Ambassadeur d'URSS une audience, qui lui fut refusée. Il s'agissait, à la veille des J.O., de demander des précisions sur le sort d'une série de dissidents enfermés en prisons, camps, asiles. Parmi les personnalités qui demandaient audience, il y avait le secrétaire général de la CSC Robert D'HONDT, le député socialiste Philippe BUSQUIN, le sénateur socialiste Roger LALLEMAND, le secrétaire national de l'UBDP Jean DU BOSCH, le membre du Comité central du PCB Jacques MOINS et divers membres ou sympathisants du Comité.

Un moment critique de cette démarche concernait le boycott visant les JO de Moscou de 1980, en protestation contre la guerre d'Afghanistan. Certains étaient contre, du seul fait qu'il s'agissait d'une campagne orchestrée par Washington. D'autres, comme Jos BENI et le CIDÉPE, étaient pour. Jos alla lui-même à Moscou et fut arrêté et expulsé.

Au Comité du Premier Mai, les avis étaient partagés, mais la majorité se prononça contre.

Rappelons qu'à gauche de manière traditionnelle, les pratiques de boycott avaient cours: les vacances en Espagne du temps de FRANCO, les produits de l'Afrique du Sud ou d'Israël. Dès lors qu'on considérait l'URSS comme un régime néfaste, une puissance redoutable, voire « le principal danger », il était logique que la question du boycott se pose.

Ceux qui, parmi ou à proximité de nous, persistaient à voir en l'Union soviétique une « force de paix et de progrès », dévoyée mais réelle, ne pouvaient que rejeter cette option.

Plusieurs, qui n'avaient pas « arrêté leur religion » en la matière pensaient que de toute façon, mieux valait saisir toutes les occasions de dialogue et de contacts que de renforcer le « rideau de fer ». C'est ce qui justifia, à nos yeux, la participation au Festival mondial de la jeunesse à Moscou en 1985, certes organisé par les Soviétiques et les communistes, mais occasion pour des dizaines de milliers de jeunes (et moins jeunes) d'URSS et de tous les continents de se rencontrer et de se parler<sup>44</sup>. Une certaine propagande occidentale a présenté ce genre de manifestations comme agressivement « anti-occidentales ». Officiellement, le Festival (et d'autres rencontres organisées à l'Est) se disaient « pour la paix et l'amitié, contre l'impérialisme ». La propagande soviétique et les tentatives d'encadrer le débat n'étaient pas absentes de la cérémonie. Mais les

---

<sup>44</sup> La Belgique y fut représentée par une centaine de délégués de diverses tendances politiques, dont 50 mouvements membres du Conseil de la Jeunesse d'expression française (CJEF). J'étais membre de la délégation en tant que journaliste accompagnateur.

contacts humains, les échanges culturels, le dialogue l'ont largement emporté sur les blocages et les préjugés de part et d'autre. Du moins pour celles et ceux qui voulaient briser la glace<sup>45</sup>.

Et ce fut aussi l'occasion de contacts avec les pacifistes indépendants d'URSS, du groupe « Doveria » (Confiance), dans l'appartement des époux MEDVEDKOV, où nous rencontrons la jeune militante Olga KABANOVA (17 ans) sortant d'internement psychiatrique<sup>46</sup>. Ces pacifistes sont les cibles de l'ultime vague de répression, quelques mois avant la libération par GORBATCHEV des quelques centaines de dissidents encore détenus dans ce pays, dont le plus célèbre, le physicien Andréi SAKHAROV, qui passera de sa relégation à Gorki (actuel Nijny-Novgorod) à une participation active à la Perestroïka !

Du reste, la bataille de l'époque contre les « euromissiles » américains pouvait être élargie à un refus des missiles soviétiques : ce que fit publiquement la délégation belge à Moscou, exhibant en plein défilé au stade olympique ses maillots avec le slogan « No US and Soviet missiles », sous les yeux d'un certain... Mikhaïl GORBATCHEV, dont on connaîtra bientôt l'ardeur à revendiquer un désarmement multilatéral et la fin des blocs (...).

Mais seul le bloc de l'Est acceptera de se dissoudre ! Qui l'eût cru ?

#### **POUR NE PAS CONCLURE**

Interrogé sur le dénouement de l'Histoire auquel il contribua, Jiři PELIKÁN a répondu : « *Je ne regrette rien. Nous n'avons rien à regretter. Les anciens opposants, de l'intérieur et de l'extérieur, les démocrates et les socialistes de l'Ouest, nous avons bien sûr commis des erreurs, mais pas sur l'essentiel : la liberté, le droit des citoyens à choisir leur système, leur avenir. Ce but est atteint, pas parfaitement, mais les peuples ont davantage le choix qu'auparavant, sous la dictature, c'est l'évidence !* (...) (Evoquant les dégâts de la transition, PELIKÁN ajoute) « *Il y a bien d'autres exemples où des justes combats ont débouché sur des situations tragiques. Mais n'avions-nous pas raison de soutenir la lutte du peuple algérien pour son indépendance, celle du peuple iranien contre le régime du shah, le combat des Afghans contre l'invasion soviétique ?* ». Fin de citation d'un entretien que j'ai eu avec lui en 1998 pour le bulletin de l'association « Samovar ». Personnellement, j'assume cet engagement aux côtés d'un Jiři PELIKÁN et d'autres militants de l'émancipation des régimes d'oppression et de dictature qui sévissaient au nom du communisme. J'assume, y compris, les erreurs et les rêves avortés d'un avenir meilleur que celui qui nous attendait. Sans ignorer les faces cachées ou insoupçonnables des mouvements que nous soutenions. Lequel des « camarades » solidaires des révolutions socialistes ou tiers-mondistes peut-il répondre de ce qu'il en est advenu, de la dérive «

<sup>45</sup> Cf JM Chauvier « Moscou, été 85 : côté cour, côté jardin » in *La Revue Nouvelle*, novembre 1985.

<sup>46</sup> A ces rencontres, la délégation belge était représentée par Cécile GOUZÉE et Jean-Marie CHAUVIER, qui en ont fait parvenir des témoignages filmés, dont certains transmis au Journal Télévisé de la RTBF.

khmer rouge » ou des régimes tyranniques qui en sont parfois issus ? Les sympathisants des causes palestinienne ou tchéchène, protestant contre des oppressions et des guerres intolérables, assument-ils pour autant les idéologies fondamentalistes ou les méthodes terroristes adoptées, ici et là, au nom de ces causes ? À moins d'idéaliser ces mouvements, ou de s'aveugler quant aux sociétés et aux acteurs des combats de libération, on ne peut jamais garantir ce qui peut résulter de leur succès – d'autant que personne ne détient seul les clés de l'Histoire en train de se faire. Loin de là... Cela n'empêche qu'avec le recul et les expériences accumulées, on doit sans cesse refaire les bilans.

Les militants des « anciennes gauches » du 20<sup>e</sup> siècle, et de nos anciens « comités » en particulier, avaient et auront naturellement, sur les évolutions ultérieures des « pays de l'Est » ou des dissidents, des appréciations divergentes voire antinomiques. Chacun(e) reconnaîtra ou non dans les changements d'après 1989 l'accomplissement, la négation, ou le fléchissement de la trajectoire des espoirs ou des projets conçus dans le contexte des années 60-80, au sein de ce qu'étaient « les gauches occidentales » et les « dissidences » de cette époque révolue. Les appréciations portées sont d'ailleurs liées non seulement à des « choix d'idées » mais aux positions sociales et aux parcours personnels de chacun.

L'objet de la présente intervention n'était pas de renouveler l'analyse du passé – ce qui procéderait d'une autre démarche – mais de témoigner, à titre personnel et le plus fidèlement possible, de ce que furent nos pensées, nos débats, et nos actions en ce temps-là.

Jean-Marie Chauvier, octobre 2009.